Évaluation et recommandations

Pour améliorer la performance économique, il est indispensable de faire bénéficier d'autres secteurs du dynamisme de l'IDE et d'assurer la consolidation budgétaire

Des réformes économiques importantes ont été mises en œuvre depuis la crise monétaire de 1997, qui ont progressivement amélioré l'environnement des activités commerciales et industrielles. Attiré par la privatisation, les incitations fiscales et les perspectives de l'adhésion à l'UE, l'investissement direct étranger (IDE) a afflué en grande quantité, contribuant à moderniser la capacité de production. Néanmoins, l'économie tchèque n'a pas pu, aussi rapidement que les autres pays en transition, se libérer du fardeau représenté par un grand nombre d'entreprises peu performantes et mal gérées, qui avaient été maintenues à flot par des prêts à des conditions de faveur accordés par les banques d'État. La principale difficulté dans ce contexte est de remédier au dualisme entre le secteur prospère de l'IDE et le segment encore considérable de l'industrie tchèque en mal de restructuration. Pour que d'autres secteurs puissent bénéficier d'un dynamisme semblable à celui de l'IDE, il faut réaffecter des ressources – essentiellement des ressources en main-d'œuvre – vers des utilisations plus productives. Afin d'éviter que les licenciements inévitables ne se traduisent par des retraits permanents du marché du travail et de préserver les taux élevés d'activité et d'emploi hérités du passé, de nouvelles réformes devraient être mises en œuvre pour améliorer la demande de main-d'œuvre et renforcer les incitations à l'acceptation d'un emploi. Il faut pour cela une situation du marché qui facilite un large redéploiement de la main-d'œuvre entre les entreprises et les secteurs grâce à de faibles coûts d'embauche et de licenciement. Sur le front macroéconomique, la République tchèque est confrontée à la tâche difficile d'un rééquilibrage de ses politiques macroéconomiques de façon à créer les conditions d'une plus grande stabilité financière et à éviter une dégradation de la

© OCDE 2003

compétitivité extérieure sous l'effet d'augmentations excessives des salaires et d'une surréaction des taux de change. Un important ajustement budgétaire est nécessaire, d'abord pour corriger le trop grand relâchement de la période 2002-3, mais aussi, à terme, pour faire face à l'augmentation des dépenses de sécurité sociale et ménager une marge de manœuvre pour des réductions d'impôt et un accroissement des dépenses favorisant la croissance dans des domaines comme les investissements d'infrastructure, l'éducation et les services publics nécessaires aux entreprises. L'entrée probable de la République tchèque dans l'Union européenne l'an prochain renforcera le cadre de mise en œuvre de vastes réformes économiques, mais elle rend aussi plus nécessaire la poursuite du processus de réforme.

La performance macroéconomique récente a été soutenue par des mesures de stimulation budgétaire

La croissance de la production en 2002 s'est moins ralentie que dans les pays d'Europe occidentale, malgré les liens étroits existant avec des partenaires commerciaux essentiels dans l'UE, notamment l'Allemagne. Le taux annuel de croissance en termes réels de 2½ pour cent a été dû pour une large part à de très importantes mesures de stimulation budgétaire pendant l'année des élections. La progression des transferts sociaux, des subventions au logement et des rémunérations dans la fonction publique, de même que la bonne tenue des salaires dans le secteur privé favorisée par les tensions du marché du travail, ainsi que l'amélioration des possibilités d'emprunt, ont contribué à la fermeté de la consommation des ménages. Du fait de l'augmentation sensible du taux de change nominal au premier semestre de 2002, la désinflation a été plus importante qu'escompté, ce qui a encore gonflé le revenu réel, mais a eu de graves conséquences pour certains segments du secteur des entreprises. La compétitivité des coûts et la situation financière se sont rapidement dégradées et la croissance de l'investissement et de l'emploi s'est affaiblie. Du fait de la forte consommation intérieure, de la perte de compétitivité et des inondations exceptionnelles de la fin de l'été, le déficit extérieur s'est creusé au deuxième semestre de l'année. Cette évolution a été contrebalancée, toutefois, par l'amélioration des termes de l'échange, sous l'effet pour partie de la baisse des prix du gaz et du pétrole

© OCDE 2003

importés. Le déficit de la balance des opérations courantes est ainsi resté inférieur à 5 pour cent du PIB sur l'ensemble de 2002 et a été financé par l'IDE.

La reprise internationale devrait favoriser un redressement de la croissance en 2003-04, mais beaucoup dépend des réformes structurelles

La reprise des marchés à l'exportation devrait conduire à un redressement de la croissance, qui dépasserait 3 pour cent en 2003 et 2004. D'autres mesures de stimulation budgétaire sont prévues dans le budget de 2003 – notamment une nouvelle progression des rémunérations dans la fonction publique et des transferts – mais elles ont beaucoup moins d'ampleur que celles de l'année précédente. Le dynamisme de la reprise devra venir plutôt des évolutions intervenant dans le secteur privé. Les prévisions actuelles tablent sur une reprise « traditionnelle », s'élargissant sur la période considérée, mais des risques considérables existent. Si la sortie des entreprises d'activités peu performantes s'accélère, mais avec des incitations encore insuffisantes à l'acceptation d'un emploi et à l'embauche de main-d'œuvre, l'économie pourrait voir son taux d'emploi baisser, avec des effets négatifs sur la confiance des consommateurs et la croissance. Toutefois, si la poursuite des réformes structurelles se traduit par des incitations plus fortes en faveur de la demande et de l'offre de travail ainsi que par une amélioration de l'environnement des entreprises, permettant un redéploiement rapide des travailleurs licenciés, l'économie sera stimulée et la croissance de la production potentielle augmentera à moyen terme.

Les objectifs de baisse d'inflation ont été dépassés du fait de l'appréciation de la monnaie et de l'important resserrement des conditions monétaires

La politique monétaire s'appuie désormais sur des objectifs pour la hausse des prix à la consommation afin d'accroître la transparence et la crédibilité. La fourchette-objectif a été déterminée jusqu'en décembre 2005 par la banque centrale, en coopération avec le gouvernement. Cependant, la forte appréciation monétaire au premier semestre de 2002, jointe à d'autres facteurs temporaires, a de nouveau conduit à des résultats encore en deçà de l'objectif d'inflation et le rythme de l'appréciation est devenu la principale préoccupation des autorités monétaires compte tenu de la dégradation de la compétitivité internationale. Face à cette situation, la banque centrale a agi sur plusieurs fronts, intervenant sur le marché monétaire, procédant à des réductions successives des taux et passant

© OCDE 2003

un accord plus crédible avec l'État pour ralentir la conversion des recettes en devises tirées de la privatisation. Ces efforts ont abouti à une phase de stabilisation des taux d'intérêt réels et du taux de change à compter de mi-2002, bien que la situation monétaire soit restée tendue par rapport aux périodes passées. Le cadre actuel de fixation des objectifs d'inflation semble constituer un instrument efficace de stabilisation face à la volatilité des marchés, mais des décisions devront être prises pour adapter les cadres monétaire et budgétaire afin de permettre à la République tchèque de participer en temps opportun au Mécanisme de taux de change II et l'Union économique et monétaire après l'entrée dans l'UE.

L'assouplissement budgétaire en 2002 devrait être inversé, avec un freinage de l'augmentation des dépenses de sécurité sociale par des réformes appropriées…

La politique budgétaire a été nettement relâchée en 2002, année électorale, avec un bond en avant des dépenses des administrations publiques de près de 3 pour cent du PIB et une augmentation du déficit budgétaire de près de 2 pour cent du PIB. Selon des estimations préliminaires prenant en compte les règlements effectifs, le déficit consolidé pour 2002 a atteint 4½ pour cent du PIB, sans compter les recettes et dépenses découlant des privatisations (le déficit atteint 7.3 pour cent si les dépenses liées aux pertes des organismes chargés des transformations sont prises en compte). De nouvelles mesures expansionnistes sont inscrites au budget 2003 et les perspectives budgétaires restent inquiétantes, car les engagements de dépenses des régimes de retraite et d'assurance maladie nécessiteront – d'après la législation actuelle – des transferts toujours plus importants du budget, ces transferts devant doubler pour passer de moins de 2 pour cent du PIB en 2002 à 4 pour cent en 2010, avant de doubler à nouveau pour passer à 8 pour cent d'ici à 2020. Des réformes dans ces domaines sont nécessaires pour éviter de nuire à la viabilité budgétaire.

© OCDE 2003

… et une plus grande marge de manœuvre est nécessaire pour réduire les impôts et engager des dépenses favorables à la croissance

Une réforme des dépenses est nécessaire non seulement pour assurer la viabilité budgétaire, mais aussi pour permettre des mesures destinées à renforcer la croissance. La République tchèque a désormais une forte pression fiscale, dépassant de plus de 5 points de pourcentage du PIB la moyenne des pays de l'OCDE à faible revenu. Le niveau élevé des impôts, qui fausse les choix économiques et risque d'éroder les incitations des entreprises et des travailleurs, devrait donc être diminué. La réduction de la lourde fiscalité qui pèse sur le travail est aussi importante pour encourager la création d'emplois. De nouveaux efforts budgétaires sont nécessaires pour améliorer l'infrastructure de transport, les résultats de l'éducation, la performance écologique, les services publics nécessaires aux entreprises et d'autres domaines censés assurer la convergence. Le gouvernement envisage actuellement de réformer en profondeur les dépenses publiques pour s'attaquer à ces questions, en tenant compte des réformes de la gestion publique décrites dans l'*Étude économique* de 2001. Cependant, les propositions actuelles ne sont peut-être pas suffisamment ambitieuses pour obtenir les résultats nécessaires ; des mesures structurelles plus résolues, permettant de réduire fortement les dépenses futures au titre des programmes obligatoires par rapport aux prévisions actuelles, sont donc vivement recommandées.

La réforme des pensions est urgente

Le régime de retraite par répartition est le plus important poste des dépenses obligatoires, générant des déficits annuels qui devraient doubler pour passer de 1 à 2 pour cent du PIB dans les quelques prochaines années, et il progressera encore d'ici à 2030. La valeur courante de la dette implicite au titre des retraites est bien supérieure à 100 pour cent du PIB. La première étape d'un projet de réforme des pensions serait un réajustement des principaux paramètres des régimes de retraite par répartition. Par exemple, le passage prévu à l'indexation sur l'inflation pourrait rétablir l'équilibre courant du système d'ici à 2006 et conduire à des excédents augmentant légèrement les années suivantes, pour atteindre un maximum de 2 pour cent du PIB au milieu des années 2020. Mais la baisse correspondante des taux de remplacement ne sera pas socialement soutenable pendant très longtemps si d'autres formes de revenu pour la retraite ne deviennent pas disponibles

© OCDE 2003

rapidement. Cette approche supposerait donc logiquement qu'un deuxième pilier soit créé pour assurer un revenu supplémentaire au moment de la retraite à mesure que la couverture du régime par répartition diminuera. D'autres approches pourraient aussi être envisagées sur le modèle des différentes réformes mises en œuvre dans d'autres pays de l'OCDE. Pour être viable, le système retenu devra inciter de façon appropriée les travailleurs âgés à continuer d'exercer une activité plus longtemps compte tenu de l'augmentation de leur espérance de vie. La République tchèque dispose d'une certaine marge de manœuvre en ce qui concerne la réforme future des pensions dans la mesure où le produit des privatisations au cours des années à venir pourra en amortir l'impact financier. Il est toutefois indispensable que cette marge de manœuvre soit utilisée pour soutenir une véritable réforme et non pas pour financer temporairement un système qui ne serait pas viable à long terme.

Les politiques actuelles risquent d'entraîner une augmentation peu viable des dépenses publiques de santé

Le système de santé est fondé sur une assurance maladie très complète financée par des fonds publics pour l'ensemble de la population. Les paiements privés ne représentent généralement qu'une faible part (8 pour cent) des dépenses totales de santé. Ce système a permis une amélioration remarquable de la situation sanitaire de la population depuis les premières années de la transition, à un rythme sans égal dans la région à l'exception de la Slovénie. En outre, les dépenses budgétaires ont été maîtrisées jusqu'ici malgré la faible importance du cofinancement privé. Cependant, malgré la revalorisation récente des salaires, les salaires et les prix dans le secteur de la santé sont encore bas par comparaison avec le reste de l'économie et cette situation ne saurait perdurer. Si on ajoute à ces pressions les effets du vieillissement de la population et des nouvelles techniques médicales, une forte augmentation du budget de la santé est à prévoir. Dans l'hypothèse de politiques inchangées, le déficit du système public de santé augmentera sans doute considérablement. Pour faire face à ces pressions, il faudra à la fois arriver à une plus grande efficience de la prestation de soins de santé dans le secteur public et élargir quelque peu le rôle du secteur privé dans le financement. D'après l'expérience des autres pays de l'OCDE, cela

© OCDE 2003

est possible sans compromettre indûment le principe d'accès universel aux services médicaux nécessaires.

Les soins de santé financés par des fonds publics absorbent trop de ressources et une réduction des capacités est nécessaire

Un aspect essentiel du système de santé est la densité exceptionnelle des réseaux d'hôpitaux et de médecins financés par des fonds publics et l'ampleur des remboursements de produits pharmaceutiques, qui dépassent de loin les moyennes de l'OCDE. La capacité du système de santé n'est ni intégralement utilisée ni totalement ciblée sur les besoins véritablement médicaux. Un grand nombre des médicaments remboursés sont des produits en vente libre, qui sont payés par les utilisateurs dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Les besoins médicaux essentiels devraient être définis de façon plus étroite et en fonction des règles prévalant dans les pays avancés de l'OCDE. Globalement, des excédents des capacités installées dans divers domaines, depuis les lits pour soins aigus jusqu'aux cabinets de spécialistes des soins ambulatoires, ont été identifiés et le gouvernement s'emploie actuellement à y remédier. Il n'y a pas d'autre option que de réduire la capacité du système de santé public, mais une approche coordonnée devait être préférée à des réductions ponctuelles opérées au moyen de contraintes budgétaires à court terme.

De plus grandes possibilités de financement à titre privé des soins de santé faciliteraient la réduction des capacités

En outre, rien n'est prévu aujourd'hui pour le financement par les utilisateurs ou des assureurs privés de services hospitaliers et de médecins fonctionnant sur la base des principes du marché. Pour préserver l'homogénéité du réseau de prestations de services et assurer l'égalité formelle des conditions d'accès (bien que le rationnement existe dans nombre de domaines et soit parfois contourné par des paiements annexes, illégaux mais réels), ces évolutions dans le sens du marché ont été freinées de façon beaucoup plus stricte que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Dans ces conditions, le marché de l'assurance maladie complémentaire ne s'est pas développé. Les marchés devraient donc être libéralisés dans les domaines non essentiels, à la fois pour répondre à la demande privée de services diversifiés et de confort et pour offrir des opportunités aux professionnels et aux installations de santé jugés excédentaires dans le secteur public. Une assurance privée peut être offerte dans ces domaines périphériques et

© OCDE 2003

contribuer à l'augmentation souhaitable de la part des paiements privés. Assujettir plus étroitement à des conditions de ressources l'accès au remboursement public intégral – notamment pour les soins de longue durée et certaines prescriptions pharmaceutiques – pourrait aussi être utile. Par ailleurs, l'introduction générale des copaiements privés de manière socialement acceptable et appropriée devrait être envisagée comme solution de rechange partielle aux cotisations d'assurance maladie. Cependant, même si certains ajustements sont opérés dans l'utilisation des fonds publics et en supposant également que des gains de productivité puissent être obtenus dans la prestation des services de santé, la priorité sociale et politique donnée à des soins de santé efficaces, de bonne qualité et collectivement disponibles implique que les dépenses de santé vont augmenter avec le temps. Il faudra assurer leur financement par des économies budgétaires dans d'autres domaines, lesquelles seront plus faciles si les dépenses sont maîtrisées à moyen terme et si la croissance économique est plus soutenue.

Le taux tendanciel de croissance de l'économie est inférieur à la moyenne régionale, la faible productivité dans le secteur des entreprises nationales exerçant un effet de freinage

Les estimations du taux potentiel de croissance de l'économie – qui se situent toutes actuellement entre 2½ et 3 pour cent – font apparaître un net décalage par rapport aux autres pays de la région. Si ces estimations sont fondées sur plusieurs méthodes différentes, elles imputent toutes le faible potentiel à l'inefficacité de l'utilisation des intrants. Cette particularité, qui a contribué aux forts taux d'activité et d'emploi, s'explique par le fait que beaucoup d'investissements inefficients ont été réalisés au cours de la première décennie de la transition, lorsque les activités bancaires relevaient encore du secteur public et que le gouvernement d'entreprise laissait à désirer, ainsi que par l'élimination d'un nombre insuffisant d'entreprises non rentables. Un segment important de la population active est ainsi utilisé dans des entreprises et des activités qui ne sont pas suffisamment productives pour soutenir la concurrence intérieure et internationale. Ce problème s'intensifiera avec l'expansion du secteur très productif des IDE, qui contribue à une plus forte croissance des salaires réels et à l'appréciation de la monnaie. On estime que l'élément « vulnérable » du secteur industriel représente entre 5 et

© OCDE 2003

10 pour cent de l'emploi salarié, avec des signes récents d'une augmentation sous l'effet de la dégradation de la compétitivité.

Pour accroître le taux potentiel de croissance, il faudra remédier au dualisme émergent entre les entreprises nationales et les entreprises issues d'IDE

Le niveau et le taux de croissance de la productivité restent relativement faibles, malgré une impulsion remarquable venant du secteur en expansion de l'IDE où la productivité des installations tchèques se rapproche des niveaux où elle se situe dans les pays d'origine des investisseurs. La performance de l'économie à l'avenir dépendra pour beaucoup des solutions qui pourront être apportées au dualisme émergent dans le secteur des entreprises et de la qualité et du rythme de l'interaction et de la diffusion de la productivité entre les entreprises internationales et les entreprises nationales. La restructuration des sociétés dans ce contexte sera déterminée par les conditions microéconomiques et institutionnelles dans lesquelles pourront intervenir des prises de contrôle externes, des mesures de réduction de taille, des fusions et des consolidations ainsi que par la mesure dans laquelle cet environnement facilitera des transferts de ressources humaines et en capital vers de meilleures utilisations. Afin de favoriser l'expansion des entreprises en restructuration, les responsables de la politique économique devraient supprimer les obstacles à la cotation sur le marché boursier et à l'investissement en renforçant encore la crédibilité de la supervision du marché financier, de la divulgation d'informations et du gouvernement d'entreprise. Cela contribuerait à atténuer la déception de l'opinion publique face aux résultats du processus de privatisation par coupons des années 90.

La nouvelle loi sur les faillites devrait être adoptée et la cession des créances improductives devrait se poursuivre à un rythme rapide

Une législation transparente et une administration publique compétente sont indispensables à l'activité d'entreprise. Les procédures de faillite, de sortie et de reprise des entreprises non viables sont lourdes et actuellement trop longues. Le capital physique et le capital humain spécifique à l'entreprise ainsi que les autres actifs intangibles des entreprises défaillantes sont souvent piégés dans des situations sans issue avec une direction très difficile à changer. La loi sur les faillites, modifiée dix-sept fois depuis 1993, est fréquemment interprétée par le pouvoir judiciaire de façon favorable aux entreprises en place, souvent pour des

© OCDE 2003

raisons de protection de l'emploi à court terme. Les créanciers et les nouveaux propriétaires ne sont guère incités à réhabiliter les entreprises en difficulté et choisissent par conséquent d'essayer d'obtenir des liquidations plutôt que des concordats. Un nouveau projet de loi sur les faillites est actuellement élaboré pour clarifier et mettre en œuvre les droits et responsabilités de toutes les parties dans les entreprises en difficulté. Son adoption devrait être accélérée et les tribunaux formés et équipés en vue de sa mise en œuvre rapide. Les créances improductives, qui figurent dans le portefeuille de l'Agence tchèque de consolidation et qui concernent 7 000 entreprises non financières, 500 coopératives de logement et 600 petites coopératives agricoles, pour une valeur nominale proche de 15 pour cent du PIB, devraient continuer de faire l'objet d'adjudications sur le marché. Malgré des délais de réalisation inutilement longs, les ventes initiales ont été une expérience encourageante, puisqu'elles ont apparemment permis de susciter certaines activités de restructuration. Sur le plan de la corruption, les autorités ont intensifié leurs efforts afin de saisir plus souvent les tribunaux, ce qui devrait sensibiliser l'opinion publique et avoir un effet dissuasif sur les pratiques occultes.

La détermination des salaires en général est assez flexible mais la protection de l'emploi est élevée et la rotation de la main-d'œuvre faible…

Les négociations salariales entre employeurs et salariés reflètent en principe les circonstances de l'entreprise. Les négociations des salaires sectoriels avec les syndicats concernent 30 pour cent de la population active et aboutissent à des conventions collectives, qui n'ont pas de caractère contraignant pour les entreprises sans syndicats. Cependant, le gouvernement décide souvent, comme il en a le droit, d'étendre le champ d'application des conventions dans certains secteurs comme la construction, les textiles et la métallurgie afin d'éviter un *dumping* salarial. Cette politique a des conséquences négatives pour les petites entreprises vulnérables et fait obstacle à un redéploiement de la main-d'œuvre vers les entreprises plus rentables en faussant les signaux donnés par les salaires. Les lois et réglementations concernant l'emploi sont rigides et, surtout, les procédures applicables aux licenciements collectifs sont lourdes à gérer. Des réformes législatives visant à réduire les coûts de la protection de l'emploi et à assurer un cadre adapté à l'emploi temporaire et à l'emploi à temps

© OCDE 2003

partiel sont nécessaires, car l'actuel système ad hoc risque de rendre trop coûteuse l'élimination des sureffectifs, que ce soit dans les entreprises privées vulnérables ou dans les entreprises publiques concernées.

… alors que les incitations du côté de l'offre de main-d'œuvre sont affaiblies par le système d'impôts et de prélèvements…

Des possibilités de sortie existent pour les travailleurs en surnombre sous la forme de prestations sociales et de prestations de préretraite, qui ont été durcies récemment mais qui restent généreuses. Un système de congés maladie, qui a fait l'objet de très larges abus, permet aussi de faire prendre en charge par la collectivité les coûts des licenciements dans les entreprises en déclin. Globalement, les taux de remplacement du revenu par le système de protection sociale sont élevés, notamment pour les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs à bas salaire. Les personnes entrant pour la première fois dans la population active bénéficient aussi de ces transferts, ce qui a des conséquences peu souhaitables pour la motivation à trouver du travail. Les attentes et le niveau élevés des salaires de réserve des chômeurs sont mis en évidence par l'écart croissant entre les taux de chômage recensés (9½ pour cent) et ceux relevés dans les *enquêtes* (7 pour cent) – ces derniers chiffres saisissant de façon plus exacte le chômage *involontaire*. Le large recours aux travailleurs immigrés, déclarés ou non, qui représenteraient 2 à 4 pour cent de la population active, y compris dans les emplois peu qualifiés où le chômage officiel est élevé, est un autre indicateur du mauvais fonctionnement du marché du travail. Les inadéquations des compétences et les déséquilibres régionaux du marché du travail font aussi l'objet d'un large débat. Pour réduire les pièges du chômage, il est recommandé que, dans le système de transferts sociaux, la garantie passive du revenu, avec des taux marginaux de retrait des prestations prohibitifs, cède la place à des prestations liées à l'emploi. Compte tenu de la part importante des chômeurs de longue durée, des initiatives spéciales pour remettre au travail les bénéficiaires de l'aide sociale sont nécessaires. Les incitations à l'acceptation d'un travail, actuellement déficientes, devraient être améliorées par une stricte application des règles de recherche d'emploi prévues par la loi.

© OCDE 2003

… et que les incitations à l'embauche pâtissent aussi du niveau élevé des coûts de main-d'œuvre non salariaux

Les incitations à l'embauche sont affaiblies par des coûts de main-d'œuvre non salariaux excessivement élevés. La République tchèque s'appuie davantage que les autres pays sur l'imposition des salaires, la fiscalité sur la masse salariale représentant 17 pour cent du PIB et sa contribution aux recettes fiscales totales atteignant 44 pour cent. Les coûts non salariaux représentent un tiers environ des coûts de main-d'œuvre pour les travailleurs non qualifiés et les bas salaires, ce qui réduit la demande de ces travailleurs en créant un écart entre le revenu, d'une part, et la productivité requise pour couvrir les coûts de l'emploi, de l'autre. Dans ces conditions, les chances de réemploi des travailleurs perdant leur travail sont sensiblement réduites, en particulier dans les conditions actuelles de pression de la concurrence. Si les coûts de main-d'œuvre non salariaux étaient plus faibles et si les dispositifs de travail temporaire étaient plus souples, la demande de main-d'œuvre peu qualifiée pourrait augmenter, y compris dans les secteurs des services.

Le système d'éducation devrait être plus attentif aux inadéquations des compétences

Les comparaisons réalisées récemment par l'OCDE et d'autres comparaisons internationales font apparaître que les résultats du système d'éducation primaire de la République tchèque sont bons, même s'ils ne sont plus supérieurs comme le faisaient apparaître les enquêtes antérieures mesurant les compétences traditionnelles. Cependant, dans nombre de cas, les diplômés du secondaire et du supérieur n'ont pas des compétences correspondant à celles requises par le marché du travail, en particulier dans les segments les plus exigeants du secteur des IDE, où il faut à la fois maîtriser des langues étrangères et l'informatique. Le fait qu'il n'y ait pas assez d'établissements offrant des filières plus brèves et adaptées aux besoins et qu'il y ait trop de programmes universitaires longs semble revêtir une importance particulière. Les capacités étant inadéquates, les inscriptions au niveau universitaire sont faibles malgré un accès quasiment gratuit et un financement public du système actuel d'établissements d'enseignement supérieur et d'universités. Une augmentation de l'investissement total et une plus grande diversification sont donc requises dans le système d'éducation et pourraient être financées en recourant davantage aux droits d'inscription dans l'enseignement supérieur. Les

© OCDE 2003

objectifs d'équité pourraient être préservés à l'aide d'un programme national de bourses et de prêts aux étudiants.

Les obstacles à la mobilité régionale du capital ont diminué quelque peu mais la mobilité du travail reste trop faible

Les incitations publiques à l'investissement sont inversement proportionnelles aux niveaux locaux du revenu et bénéficient donc à toutes les régions à l'exception de Prague, où le PIB par habitant dépasse déjà la moyenne de l'UE. L'investissement généré par les incitations est donc plus élevé dans les régions à plus faible revenu. Néanmoins deux grandes poches de fort chômage persistent dans les régions septentrionales de la Bohème (Usti) et de la Moravie (Ostrava), où notamment la mauvaise qualité du réseau routier décourage les investisseurs et les candidats à l'investissement et des qualifications inadaptées réduisent l'employabilité des travailleurs. Le maintien par l'État de mesures de contrôle des loyers, qui restent à des niveaux artificiellement faibles, au mépris d'une décision de la Cour constitutionnelle selon laquelle les loyers réglementés peuvent être fondés sur les prix du marché, a paralysé le marché de la location résidentielle. La mobilité du travail est ainsi réduite car les locataires des régions à fort chômage ne peuvent trouver de logement abordable dans les régions plus dynamiques. D'après l'expérience des pays de l'OCDE, la mobilité du travail ne s'améliorera pas tant que le marché de la location résidentielle ne fonctionnera pas de façon adéquate. L'État devrait donc soit abolir le contrôle des loyers, soit mettre en place un mécanisme de réglementation compatible avec la tarification du marché, selon les règles définies par la Cour constitutionnelle. En outre, les programmes en faveur des marchés du travail régionaux devraient mettre l'accent sur l'acquisition de qualifications répondant aux besoins de ces marchés.

La privatisation des industries de réseaux devrait se poursuivre et les réformes des services publics devraient être entièrement mises en œuvre

L'ouverture de la République tchèque à l'IDE est un élément très positif et la volonté de privatiser totalement les industries de réseaux est particulièrement bienvenue. Cependant, le gouvernement doit éviter de rigidifier les monopoles privés. Malgré l'amélioration progressive du fonctionnement des organismes indépendants de réglementation de l'énergie et des télécoms, les prix de l'énergie et des télécoms restent relativement élevés. Par conséquent, les industries de réseaux devraient être complètement ouvertes à la

© OCDE 2003

concurrence dès que possible. Les obstacles à la diffusion de l'Internet, qui demeurent significatifs, notamment au niveau des tarifs d'accès, devraient être éliminés en fournissant un accès illimité à des prix raisonnables et en permettant une entrée rapide et une concurrence forte entre les prestataires de services d'Internet.

L'infrastructure des transports devrait être développée de façon plus efficace et efficiente

Les dépenses publiques d'infrastructure se sont maintenues à des niveaux fluctuant entre 3 et 3½ pour cent du PIB, mais les signes d'inefficience allocative et technique sont importants. La priorité accordée par l'état à la construction de nouvelles autoroutes et de corridors ferroviaires s'est traduite par une maintenance inadéquate des réseaux existants. Les rapports de la Cour des comptes soulignent les déficiences systémiques, y compris les violations fréquentes des règles en matière de marchés publics, la mauvaise gestion des projets et le choix inadéquat des priorités, autant de facteurs qui contribuent à la persistance d'obstacles à la mobilité régionale. Les autorités en sont aux premiers stades de l'évaluation des programmes et sont encouragées à mettre en œuvre toutes les recommandations correspondantes de l'*Étude économique* 2001. Elles devraient aussi prendre en considération les suggestions précises figurant dans les récents rapports sur l'infrastructure des transports établis par la Cour des comptes, qui permettraient d'améliorer les investissements d'infrastructures à moindre coût.

Résumé

Les réformes microéconomiques et les très importantes mesures d'incitation budgétaire ont permis à l'économie tchèque d'atteindre une croissance annuelle de 3 pour cent environ ces deux dernières années en même temps que la stabilité des prix et la réduction du chômage. Les vastes efforts de privatisation et les incitations généreuses à l'investissement ont fait de la République tchèque le principal bénéficiaire des apports d'IDE parmi les pays européens en transition, avec une hausse des salaires réels et une progression des taux de change, entraînant un problème de compétitivité pour les segments en déclin de l'industrie intérieure. Un rééquilibrage des politiques macroéconomiques, avec le rétablissement de conditions monétaires plus adaptées, ne sera possible que si un assainissement des finances publiques vient mettre un terme au

© OCDE 2003

relâchement excessif de la politique budgétaire. Les déficits publics devraient être réduits au moyen d'une diminution durable des dépenses résultant de réformes viables. Le gouvernement a l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'*Étude économique* 2001 concernant la gestion des dépenses publiques afin de s'attaquer à cette question, mais une action plus ambitieuse serait nécessaire pour faire baisser les dépenses obligatoires au fil des ans. La réforme des retraites ne devrait pas être retardée davantage et requiert des changements en profondeur et non de simples palliatifs. Les modifications des paramètres nécessaires pour rendre le système par répartition plus viable budgétairement – en particulier au moyen d'un passage à l'indexation sur les prix – devront s'accompagner de la mise en place d'un deuxième pilier destiner à contrebalancer la diminution des taux de remplacement dans le régime par répartition. Par ailleurs, les politiques de santé ne sont pas budgétairement viables à moyen terme et il faut accorder la priorité aux besoins purement médicaux, accroître la part des dépenses financées par le secteur privé et permettre l'émergence d'un marché de la santé privé pour absorber les surcapacités actuelles. Il est donc urgent de faire avancer les réformes microéconomiques afin de faciliter le redéploiement des ressources nécessaire pour remédier à la fracture apparaissant entre le secteur des IDE en pleine expansion et l'industrie nationale. L'élimination des entreprises chroniquement déficitaires, propre à stimuler la croissance, requiert un renforcement des procédures de faillite, et il est nécessaire de réformer le système d'imposition et de prestations afin d'encourager davantage l'embauche et l'exercice d'un emploi. Des progrès sur tous ces fronts devraient permettre à l'économie tchèque d'accroître son taux de croissance tendanciel et de préserver sa cohésion sociale, tout en facilitant une adhésion sans heurt basé sur un mouvement régulier de convergence vers les niveaux de vie plus élevés de l'UE.

© OCDE 2003